

## Johnson accuse Ottawa de vouloir diminuer le poids politique du Québec <sup>40-23</sup> <sub>Q</sub>

**MARIE-AGNÈS THELLIER**

QUÉBEC — Le premier ministre sortant, M. Pierre Marc Johnson, blâme le gouvernement fédéral de vouloir offrir au Nouveau-Brunswick exactement le même statut que celui obtenu par le Québec pour le prochain Sommet de la francophonie.

M. Johnson trouve «étonnante» la décision prise par Ottawa de signer avec le Nouveau-Brunswick une entente identique à celle signée il y a plus d'un mois avec le gouvernement du Québec.

«Je crois que le gouvernement du Canada, à toutes fins pratiques en trahissant à la fois l'esprit et la lettre de l'Agence de coopération culturelle et technique, peut mettre le Québec dans une situation qui est regrettable sur le plan politique», a déclaré M. Johnson, lors d'une conférence de presse tenue à l'issue du premier caucus des 23 députés péquistes.

«Cela correspond à une tentative évidente de diluer la présence du Québec sur le plan international», juge le chef du Parti québécois.

«Ce geste unilatéral n'est cependant pas nécessairement irrémédiable dans la mesure où l'on ne sait pas si les autres pays (francophones) accepteront que le Canada ait trois sièges», a-t-il ajouté.

En effet, l'entente conclue entre Québec et Ottawa se basait sur le fait que le Canada dispose de deux sièges à l'Agence, dont un pour le Québec. «Je ne suis pas sûr que les autres pays accepteront (de donner un troisième siège au Canada)», estime le premier ministre sortant.

«Il a pu y avoir une erreur de quelqu'un, à Ottawa, qui a oublié les règles fondamentales de l'Agence de

coopération culturelle et technique», a aussi déclaré M. Johnson. Il rappelle que le Québec est le seul pays en Amérique du Nord où les francophones sont majoritaires et contrôlent leurs institutions. Mettre le Nouveau-Brunswick sur le même pied que le Québec lors d'un Sommet de pays francophones amènerait Ottawa à demander un siège «pour le Manitoba, l'île du Prince-Édouard et les Territoires du Nord-ouest», dit-il.

Par ailleurs, M. Johnson estime que son successeur, M. Robert Bourassa, adoptera la même position à ce sujet car il y a un consensus dans la société québécoise sur la présence du Québec sur la scène internationale. M. Johnson et Bourassa ont déjà eu l'occasion de discuter du Sommet sur la francophonie et de l'entente intervenue entre Québec et Ottawa.